MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

PENURIES DE MAIN D'ŒUVRE ET REFUGIES UKRAINIENS DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET BALTE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE VARSOVIE

Mai 2022

L'Europe centrale et balte est frappée par un rapide vieillissement qui réduit la population en âge de travailler. Alors que les pénuries de main d'œuvre sont déjà généralisées, la croissance économique de la zone devrait être ralentie par l'intensification de ces pénuries. Dans ce contexte, l'arrivée d'un important flux de réfugiés ukrainiens est un défi logistique, budgétaire et humain mais peut apparaître comme une opportunité économique.

Conséquence de l'effet combiné de l'effondrement de la natalité dans les années 1990 et d'une importante émigration, la population en âge de travailler se raréfie

Avant 1989, les pays d'Europe centrale et de l'Est affichaient une très solide croissance démographique, avec un taux de fécondité allant de 1,9 à 2,3 enfants par femme, soit un niveau supérieur à celui des pays d'Europe de l'Ouest (annexe 1). Alors qu'en Europe de l'Ouest l'indice de fécondité se stabilisait, la transition des anciens pays communistes vers l'économie de marché s'est accompagnée d'un effondrement spectaculaire de la natalité, le taux de fécondité chutant dans chaque pays à un niveau inférieur à 1,3, soit les taux les plus bas en Europe (annexe 2). Parallèlement, une émigration massive a constitué un second facteur d'affaiblissement pour les pays de la région, particulièrement dans les Etats baltes et en Pologne (annexe 3). Le nombre d'habitants dans les Etats baltes a baissé de près de 2 millions en 30 ans (30% en Lettonie, 25% en Lituanie, 15% en Estonie), en raison d'une « fuite des cerveaux ». En Pologne, l'entrée dans l'UE a engendré une explosion de l'émigration, surtout vers le Royaume-Uni qui a ouvert son marché du travail aux Polonais. Ils sont désormais 815 000 à y résider, et 867 000 en Allemagne. Concernant la Hongrie, 600 000 hongrois résideraient dans un autre pays de l'UE, en premier lieu en Allemagne. Cette émigration est avant tout le fait de jeunes actifs et concerne toutes les strates du marché de l'emploi, affectant aussi bien les emplois hautement qualifiés que non-qualifiés. La République tchèque a été moins frappée par le phénomène.

La situation démographique s'est aujourd'hui améliorée, le taux de natalité étant remonté dans tous les pays de la région au-dessus de la moyenne de l'UE (sauf en Pologne), grâce à l'amélioration des perspectives économiques avec l'ancrage dans l'UE et l'introduction de multiples mesures natalistes (Hongrie, Pologne notamment) (annexe 4). La convergence progressive des économies et des marchés de l'emploi porteurs ont aussi eu pour effet de freiner l'émigration. Toutefois, le vieillissement démographique s'accélère, réduisant continuellement la population et surtout celle en âge de travailler.

Les pénuries de main d'œuvre sont généralisées

Tous les pays de la région sont frappés par des pénuries de main d'œuvre. Des taux de chômage extrêmement bas traduisent une situation de plein emploi en Pologne (3%), Hongrie (3,2%) et République tchèque (2,3%), alors que le taux de chômage atteint son niveau structurel dans les Etats baltes et en Slovaquie. Le nombre d'emplois vacants suit une tendance haussière continue. En République tchèque, il s'élèverait à plus de 360 000, dépassant largement le nombre de demandeurs d'emplois. La structure des emplois vacants révèle des pénuries dans plusieurs secteurs, affectant aussi bien les emplois non-qualifiés que qualifiés. En Pologne, le secteur manufacturier représente près d'un quart des offres qui ne trouvent pas preneur (électriciens, soudeurs, outilleurs, réparateurs de matériel électrique, tailleurs, ébénistes principalement). Les offres disponibles sont ensuite concentrées dans les secteurs de la construction, de l'entretien automobile, et des transports. En Hongrie également, le secteur manufacturier représente plus d'un quart des offres vacantes, suivi des domaines de la santé et de l'administration publique. En Lituanie, 52,3% des offres d'emploi s'adressent à des travailleurs qualifiés et/ou spécialisés dans les NTIC, notamment dans les activités financières, l'enseignement, l'administration publique. En Estonie, parallèlement aux services et au secteur manufacturier, des pénuries importantes sont constatées dans les secteurs financiers, de l'éducation, de la santé ou encore de l'administration.

Plusieurs stratégies sont mises en œuvre par les entreprises et les Etats pour s'attaquer à ces pénuries. Parallèlement à plus d'automatisation dans les activités qui le permettent, les revalorisations salariales sont continues (13,7% de hausse des salaires en Hongrie sur l'année par exemple). Compte tenu d'un taux d'emploi déjà supérieur à la moyenne de l'UE dans chacun des pays, nombre d'entre eux se sont plus largement ouverts à l'immigration ces dernières années, en ciblant spécifiquement les travailleurs de certains pays de la CEI (en Pologne notamment) et en assouplissant leurs quotas d'immigration (Etats baltes). Toutefois, malgré ces mesures, les pénuries de main d'œuvre s'accentuent avec le vieillissement croissant de la population, qui va fortement s'intensifier dans les prochaines années, dans la région encore plus qu'ailleurs en Europe (annexe 5), soulevant – outre le sujet de la pérennité des systèmes de retraite - la question de la soutenabilité du modèle de croissance. A titre d'exemple, la Pologne pourrait ainsi perdre plus de 4,1 millions de travailleurs sur les trois prochaines décennies, soit le quart de sa main d'œuvre, alors que la Slovaquie en perdrait 20% et la Lettonie près de 40%. Dans ce contexte, un recours élargi à des travailleurs étrangers semble inévitable et l'arrivée d'une importante population ukrainienne peut apparaître comme une opportunité.

Les réfugiés ne pourront répondre que partiellement aux problèmes de pénuries

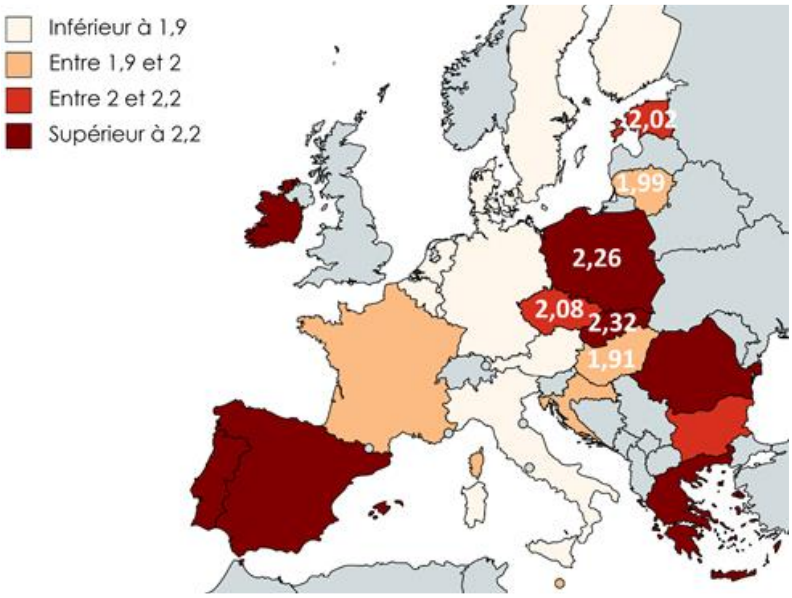
La population ukrainienne avait déjà immigré de manière importante en Europe centrale ces dernières années, attirée par des salaires bien plus élevés (annexe 6). De loin la première destination, la Pologne est devenue en quelques années complètement dépendante des travailleurs ukrainiens. Elle en comptait avant la guerre d'Ukraine plus de 2 millions, auxquels s'ajoutent les travailleurs saisonniers. Les Ukrainiens représentent 58% des effectifs de l'industrie automobile, 27,7% des employés du BTP et environ un tiers des chauffeurs routiers. En 2021, une entreprise polonaise sur 4 déclarait prévoir d'embaucher des Ukrainiens dans les douze prochains mois. La guerre en Ukraine a généré un nouvel afflux d'Ukrainiens bien plus important. Alors qu'une petite partie a transité vers l'Europe de l'Ouest, nombreux sont ceux à s'installer dans les pays de la région. En Pologne, ils sont plus de 1 million à avoir reçu un numéro PESEL, témoignant d'une volonté de s'y établir. En Slovaquie, 75 000 réfugiés auraient sollicité la protection temporaire. On estime qu'ils sont également plus de 300 000 en République tchèque, 51 000 en Lituanie, 22 000 en Lettonie, 35 000 en Estonie.

Toutefois, ces flux de réfugiés se distinguent de ceux d'avant-guerre, motivés par des raisons économiques. 93% des réfugiés ayant reçu un numéro PESEL sont des femmes ou des enfants (47,9% d'enfants, 44,9% de femmes), seulement 3,8% étant des hommes en âge de travailler. La présence d'enfants en bas âge pour des femmes seules peut constituer un premier frein à l'emploi. De plus, les réfugiées ne sont que partiellement adaptées aux besoins du marché du travail, un nombre important d'emplois vacants étant dans les secteurs de la construction ou du transport, plus propices aux hommes. Dans ces secteurs, la mobilisation militaire de bon nombre de travailleurs ukrainiens en Pologne, et dans une moindre mesure dans les autres pays, a des effets économiques dévastateurs ; le secteur des transports s'inquiète de l'absence d'environ 25% des 105 000 chauffeurs ukrainiens, pour la plupart repartis défendre leur pays. Généralement peu qualifiés et ne maîtrisant que rarement la langue, la majorité des réfugiés trouvent principalement un emploi sans qualification dans le secteur manufacturier. Sur les 102 000 réfugiés ukrainiens qui ont trouvé un emploi en Pologne, la très large majorité a ainsi été embauchée pour des emplois non-qualifiés, surtout dans le secteur manufacturier et les services, seulement 17,7% ayant été embauchés comme employés de bureau ou technicien, secteurs pourtant frappés par les pénuries. La part importante d'Ukrainiens ayant une certaine connaissance du polonais (estimée à 28% de la population) a permis à certains de trouver des emplois dans le tertiaire, une possibilité plus limitée dans d'autres pays d'accueil, dont l'apprentissage de la langue en Ukraine est beaucoup plus rare.

Alors que l'afflux de réfugiés peut avoir un effet positif dans certains secteurs, ceux-ci n'apporteront qu'une réponse partielle, ne résolvant pas les problèmes de pénuries concentrés dans la construction ou l'industrie, ni, probablement, dans les domaines plus qualifiés.

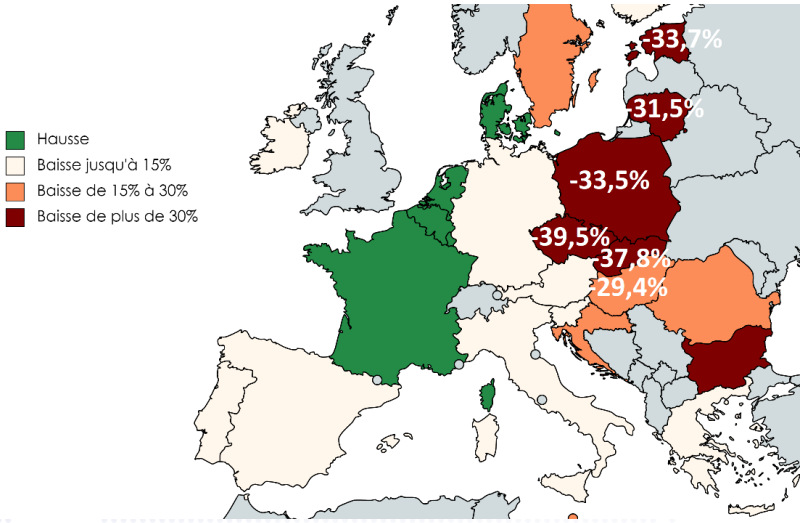
Annexes

Annexe 1 : taux de fécondité en Europe en 1980



Source : données INED

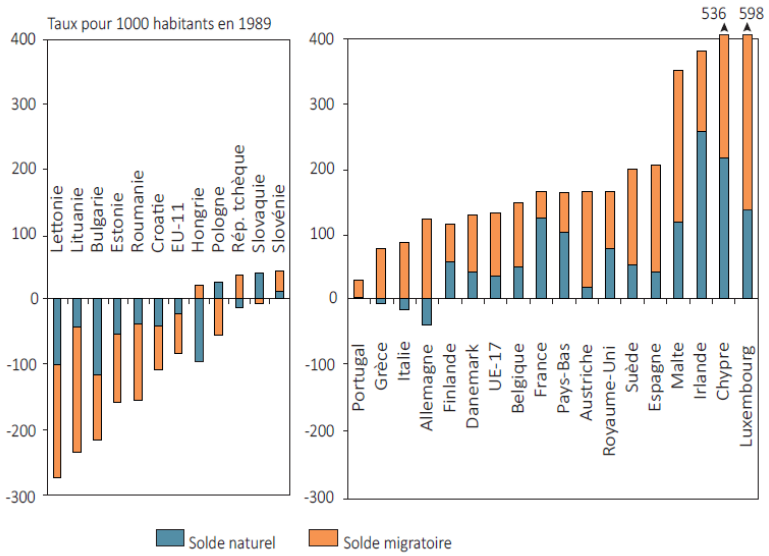
Annexe 2 : évolution du taux de fécondité entre 1990 et 2000 (%)



Source : données INED

Annexe 3 : croissance naturelle et solde migratoire dans l'UE (1989-2017)

Figure 1. Croissance naturelle et solde migratoire[1] dans l'Union européenne (1989–2017)



A. Fihel et M. Okólski *Population & Sociétés* n° 567, INED, juin 2019.

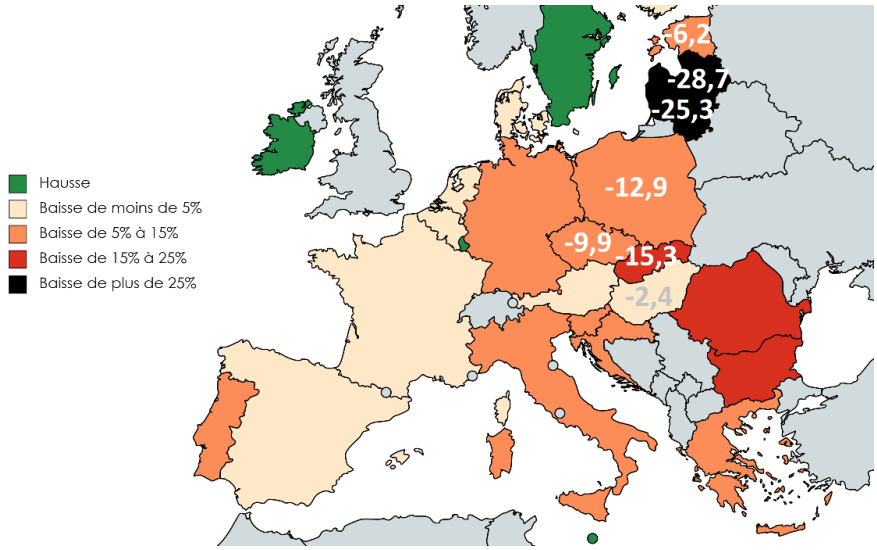
Note : 1. Pour la Pologne, les données de solde migratoire indiquées par les statistiques officielles sont sous-estimées, ne comptabilisant qu'une petite partie des flux d'émigration de long terme au cours de la période 1989-2008.

Annexe 4 : taux de fécondité dans les pays d'Europe centrale et balte (%)

	1980	1990	2000	2010	2019
Pologne	2,26	2,06	1,37	1,41	1,44
Hongrie	1,91	1,87	1,32	1,25	1,55
République tchèque	2,08	1,9	1,15	1,51	1,71
Slovaquie	2,32	2,09	1,3	1,43	1,57
Estonie	2,02	2,05	1,36	1,72	1,66
Lettonie			1,25	1,36	1,61
Lituanie	1,99	2,03	1,39	1,5	1,61
UE27				1,57	1,53

Source : données INED

Annexe 5 : évolution attendue de la main d'œuvre disponible (20-64 ans), entre 2019 et 2040



Annexe 6 : salaire moyen et minimum par pays

	Salaire brut moyen (EUR)	Salaire minimum (EUR)
Pologne	1276	641
Hongrie	1377	525
République tchèque	1607	661
Slovaquie	1214	646
Estonie	1625	584
Lettonie	1237	500
Lituanie	1679	730
Ukraine	466	208

Note rédigée en mai 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga
Revu par : Anselme IMBERT

Pour s'abonner : **julien.beccafichi@dgtresor.gouv.fr**